

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# Bachar al-Assad gagne la bataille de la communication

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 24 SEPTEMBRE 2013

ENGLISH



## Bachar al-Assad gagne la bataille de la communication

**P**ar Ghaleb Kandil

Les médias états-uniens et européens ont récemment diffusé des dizaines d'articles et d'enquêtes sur la Syrie, évoquant des sujets qu'ils passaient sous silence depuis plus d'un an. Les images des atrocités commises par les rebelles ont été publiées, et des photos sur les décapitations, la cannibalisme et autres actes barbares perpétrés par les pseudo-révolutionnaires, ont fait leur apparition. Cette prise de conscience médiatique a coïncidé avec les menaces d'agression militaire contre la Syrie, envisagée par le président Barack Obama.

Ce changement de ton s'est surtout illustré par le sévère réquisitoire contre Obama auquel a procédé, sur FoxNews, la

célèbre juge Jeanine Pirro, le 12 septembre. Cette chaîne de télévision, dirigée par les conservateurs, s'est livrée à un procès politique contre la décision de la guerre contre la Syrie. Sa conclusion était que Barack Obama veut se lancer dans une nouvelle aventure guerrière au service d'Al-Qaïda, qui combat l'État syrien.

Les faits leur ont donné raison. Al-Qaïda a lancé en fin de semaine dernière une attaque générale pour prendre le contrôle du Nord de la Syrie, après avoir étendu son hégémonie sur de larges portions de Deir Ezzor, Hassaké et Raqqa.

Dans le même temps, le premier vice-directeur du Service fédéral de sécurité russe (FSB) Sergueï Smirnov, a déclaré qu'entre 300 et 400 mercenaires russes combattent en Syrie dans les rangs des extrémistes. Ces mercenaires « *finiront par rentrer. Cela représente, naturellement, un grand danger* », a indiqué le responsable.

Mercredi dernier, le ministre français de l'Intérieur, Manuel Valls, avait affirmé que 130 Français combattent dans les rangs des extrémistes syriens, soulignant que leur retour en France était une source d'inquiétude en raison du danger potentiel qu'ils peuvent représenter.

Ce changement d'attitude de la part des médias occidentaux est dû, en premier lieu, à la faillite de la guerre menée contre l'État syrien depuis deux ans et demi par les gouvernements occidentaux, les pétromonarchies rétrogrades du Golfe et la Turquie. De plus, tous les sondages aux États-Unis, en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne, ont montré le refus des opinions publiques de la guerre contre la Syrie. Au Royaume-Uni, le Parlement a exprimé la volonté populaire en interdisant au Premier ministre David Cameron de participer à toute agression contre Damas.

Le refus populaire d'une nouvelle guerre s'explique par les défaites des États-Unis et de leurs alliés en Irak, en Afghanistan dans la Bande de Gaza et dans les trois guerres israéliennes contre le Liban, en 1993, 1996 et 2006. Ces conflits ont eu de graves répercussions sur les économies occidentales et ont laissé de profondes traces dans la mémoire collective des peuples. La résistance de l'État syrien face à la guerre universelle menée contre

lui, la chute des Frères musulmans en Égypte et l'affaiblissement de la Turquie, ont conforté l'opinion publique dans ses choix pacifistes.

La plupart des articles et des enquêtes publiés dans les médias occidentaux donnent, enfin, une image proche de la réalité sur ce qui se passe en Syrie : un État, prêt à procéder à des réformes sérieuses, qui est aux prises avec des gangs de mercenaires extrémistes, en majorité membres d'Al-Qaïda. Les façades « *démocratiques* » installées par l'Occident et ses auxiliaires se sont effondrées, pour laisser apparaître le vrai visage de la rébellion : des takfiristes, criminels, tueurs d'enfants, violeurs de femmes et mangeurs d'hommes. Voilà les groupes qui sont recrutés, entraînés, armés, financés et nourris par les illustres démocraties saoudienne et qatari !

Lors de ses récentes apparitions dans les médias occidentaux, le président syrien Bachar al-Assad est parvenu à briser le mur du silence et à montrer à l'opinion publique la véritable image de ce qui se passe dans son pays. Ses arguments, son bon sens, sa logique, étayés de faits, de preuves et de chiffres, ont réussi à convaincre beaucoup de personnes, aussi bien chez les citoyens ordinaires que chez les élites intellectuelles et politiques honnêtes. Certes, l'opinion publique occidentale n'est pas devenue pro-régime, mais elle a saisi la réalité de ce qui se passe en Syrie. Une vérité que la gigantesque machine médiatique, contrôlée par les gouvernements américain, européens et ceux des pays du Golfe, se sont employés à cacher depuis deux an et demi.

Après avoir gagné la bataille politique et diplomatique, avec l'aide de son allié russe, et pris le dessus dans la bataille militaire, avec le soutien du Hezbollah et de l'Iran, la Syrie est en passe de remporter la bataille de la communication.

L'autre facteur déterminant dans le changement d'attitude de l'opinion occidentale, est la position du Vatican. Le Saint-Siège est résolument hostile à toute agression militaire contre la Syrie. Sa position découle de son souci de défendre la cause des chrétiens d'Orient, dont l'existence est aujourd'hui menacée par les takfiristes, qui tentent de détruire le dernier État laïque d'Orient, garant des libertés religieuses de tous les citoyens.

La journée de prière pour la Syrie, célébrée à l'appel du Vatican le 7

septembre, a rassemblé des millions de fidèles dans les églises du monde entier, y compris aux États-Unis. Cet élan de solidarité a également joué un rôle essentiel dans le basculement de l'opinion publique.

## Déclarations et prises de positions

**Bachar al-Assad**, président de la République arabe syrienne

*« La Syrie n'est pas en guerre civile. Nous avons une guerre, une nouvelle sorte de guerre avec des dizaines de milliers de jihadistes de plus de 80 nationalités différentes. Ce que je peux vous dire c'est que 80% —certains disent 90%, nous n'avons pas de données précises— de ces terroristes sont membres d'Al-Qaïda et de ses branches. Depuis le début des événements, des dizaines de milliers de Syriens et 15 000 soldats ont été tués, la plupart par des attaques terroristes, des assassinats et des attentats suicide. L'attaque aux armes chimiques du 21 août est le fait terroristes et non de ses forces armées. La Syrie a des armes chimiques et son arsenal sera détruit. Ce démantèlement coûterait un milliard de dollars et prendrait au moins un an. Je n'ai pas encore pris la décision de briguer un nouveau mandat présidentiel. Il est prématuré d'en parler maintenant. Je prendrai ma décision avant l'élection. »*

**Vladimir Poutine**, président de la Fédération de Russie

*« Je voudrais rappeler que l'arsenal chimique de la Syrie est apparu comme une alternative à l'arme nucléaire israélienne. Israël n'a pas besoin de cette arme. Je ne peux pas assurer à 100 % que nous réussirons à mener à son terme le plan de démantèlement des armes chimiques syriennes, mais tout ce que nous avons vu ces derniers jours inspire confiance sur le fait que c'est possible et que ce sera le cas. La Syrie s'est dite prête à adhérer, et se considère déjà comme adhérente de la convention internationale sur l'interdiction des armes chimiques. Je salue ces pas concrets. Nous avons toutes les raisons de croire que l'attaque chimique commise le 21 août près de la capitale syrienne est une provocation habile. De vieux obus de fabrication soviétique, qui ne sont plus utilisés*

*par l'armée syrienne, figurent dans ce dossier. Nous n'avons en Syrie aucun intérêt particulier pour lequel nous essayons d'y maintenir le gouvernement en place. En s'ingérant dans la situation autour de la Syrie, la Russie s'applique tout simplement à affirmer les principes du droit international. »*

**Mikhaïl Bogdanov**, vice-ministre russe des Affaires étrangères

*« Le rapprochement actuel entre les autorités iraniennes et l'administration états-unienne est prometteur. Les efforts au sujet de la crise syrienne doivent se poursuivre en vue de parvenir à la conférence de Genève 2. L'initiative russe à l'égard de la Syrie nécessite énormément de travail afin de la mettre en vigueur. L'autorité syrienne sera représentée lors de la conférence de Genève 2 par son chef de la diplomatie Walid el-Moallem. Le niveau de représentation de l'opposition syrienne qui est divisée, sans oublier que la Coalition syrienne ne représente pas toutes les parties modérées de l'opposition est incertain. La Russie déploie des efforts dans le but de préserver la diversité culturelle et le dialogue entre les civilisations du Proche-Orient et discute de cette question avec ses partenaires internationaux. L'Église orthodoxe russe coopère avec les Églises orientales en ce sens. Nous sommes inquiets pour la présence chrétienne au Proche-Orient suite aux incidents en Syrie, en Égypte et en Irak. »*

**Michel Sleiman**, président de la République libanaise

*« La formation d'un nouveau gouvernement est devenue urgente en vue des grands problèmes du quotidien que rencontrent les Libanais, et des échéances qui nous attendent avec l'arrivée de l'hiver. Il faut que les responsables politiques comprennent combien cette période est délicate et qu'ils réduisent le plafond de leurs revendications afin qu'un gouvernement rassembleur puisse être formé, au sein duquel toutes les parties seront représentées et assumeront ensemble la responsabilité nationale de rétablir la stabilité politique et sécuritaire, et de planifier l'étape suivante avec ses nombreuses échéances. »*

**Béchara Raï**, patriarche maronite

*« La guerre et la violence enfantent toujours la guerre et la violence. On ne peut jamais dire qu'on peut se livrer à une frappe*

*militaire limitée car nul ne sait ce qui pourrait advenir par la suite. L'essentiel est que le monde entier ait répondu à l'appel et prié avec le pape, chrétiens comme musulmans. Nous remercions le ciel du fait que le sujet a pris une autre tournure et qu'il n'y a pas eu une nouvelle guerre avec davantage de destructions, de morts et de populations déplacées. À présent, il faut souhaiter qu'un autre pas soit franchi par la mise en œuvre d'une solution pour le conflit en Syrie par les voies politiques et diplomatiques, par les négociations et le dialogue. »*

**Hussein Khalil**, conseiller politique du leader du Hezbollah

*« La relation entre le Hezbollah et le général Michel Aoun est excellente. Ceux qui sont dotés de petits esprits et qui ont misé sur la frappe états-unienne sont forcément déçus. Ils ont connu la désillusion et doivent en tirer la leçon. Nous appelons à la formation d'un gouvernement qui prenne en considération le poids des représentations politiques au sein du Parlement. Mais le Hezbollah et le CPL sont prêts à dialoguer. Nous souhaitons un État et un gouvernement ainsi qu'une situation interne stable. Nous aspirons également à une entente en vue de l'édification d'un État fort et capable. »*

**Samir Geagea**, chef des Forces libanaises

*« Le dialogue avec le Hezbollah ne sera d'aucune utilité tant qu'il restera cramponné à ses prises de position. Nous avons tenté un dialogue avec lui voici huit ans, avant qu'il ne soit impliqué dans la guerre en Syrie, et le résultat de ce dialogue n'échappe à personne. »*

**Alain Marsaud**, député UMP des Français de l'étranger (10ème circonscription)

*« Après les coptes d'Égypte viendra le tour des chrétiens de Syrie. Là aussi, l'action de la France aurait été mieux employée à les défendre. Mon expérience d'ancien responsable de la lutte antiterroriste en France m'a permis sans doute d'avoir une approche plus prudente et moins va-t-en-guerre que certains dirigeants français. Le gouvernement français a choisi la rupture totale avec l'autorité officielle syrienne pour flirter avec une Armée syrienne libre ou avec des groupes violents de nature jihadiste*

*prônant la charia, en tout cas très éloignés de la laïcité et de la démocratie que je souhaitais voir s'instaurer en Syrie en cas de changement de régime. La France a choisi, au moins dans le discours, la voie de l'engagement militaire et s'est trouvée bien isolée auprès d'un allié américain qui n'a d'ailleurs jamais donné l'impression d'être réellement à l'écoute de notre diplomatie et qui joue sa partie personnelle, notamment avec la Russie. Aujourd'hui, le joueur d'échecs Vladimir Poutine a renversé la table et la France se trouve totalement isolée. Je dirai même exclue d'un dispositif politique et militaire qu'elle avait pourtant pris l'initiative de lancer. On ne doit pas le regretter, car je ne suis pas certain que notre pays ait la capacité militaire de frapper les cibles assadistes. Nous ne sommes pas dans un contexte libyen qui nous avait apparemment réussi, mais face à un ennemi armé et déterminé. »*

## Événements

- Un soldat israélien a été kidnappé et tué vendredi près de Qalqiliya, dans le nord de la Cisjordanie, par un Palestinien affirmant avoir voulu échanger le corps du militaire contre la libération de son frère, a indiqué samedi un porte-parole de l'armée israélienne. « *Son corps a été retrouvé et le meurtrier présumé arrêté* », a indiqué le porte-parole. Le corps de Tomer Hazan, âgé de 20 ans, a été retrouvé samedi matin, a précisé l'armée. Selon un communiqué du Shin Bet, le service israélien de sécurité intérieure, le Palestinien, un habitant de Beit Amin, au sud de Qalqiliya, a reconnu les faits. Il dit avoir agi « *dans le but d'échanger le corps du soldat contre la libération de son frère, un activiste palestinien membre des Tanzim, (une branche armée du Fatah) emprisonné depuis 2003 pour son implication dans plusieurs attentats* ».

- Le bloc de la Fidélité à la Résistance a estimé que l'initiative de Nabih Berry est « *réaliste* » et répond aux conditions minimales requises pour protéger le pays. Les parlementaires ont estimé que les « *divergences autour de la déclaration de Baabda, les approches discordantes concernant le dialogue interlibanais, l'acharnement*

*des forces du 14-Mars à bloquer le travail des institutions et la formation du gouvernement sont autant de facteurs qui soulignent la nécessité d'œuvrer en vue de la reconsolidation des principes nationaux* ». Les participants ont critiqué au passage l'appel lancé par le camp du 14-Mars en faveur d'une frappe contre la Syrie, « *dans l'espoir d'un changement des équilibres des forces au Liban* ».

- Une source judiciaire a indiqué que des mandats d'arrêt ont été lancés contre deux Syriens par la justice militaire dans le cadre de l'enquête sur des attaques contre des convois du Hezbollah. Les deux Syriens sont considérés comme proches des rebelles. Un premier suspect a été interpellé le 23 juillet, une semaine après la dernière d'une série d'attaques à la bombe contre des convois du Hezbollah près de la frontière avec la Syrie. Une personne avait été tuée et trois blessées dans l'une des explosions survenue le 16 juillet.

- Selon *Al-Akhbar*, plusieurs diplomates occidentaux s'abstiennent de tout déplacement en dehors de Beyrouth, sauf en cas d'urgence. Ils tentent également d'éviter de se déplacer au sein de la capitale. Les ambassadeurs occidentaux ne se sont pas montrés moins vigilants suite au recul de la menace des frappes états-uniennes contre la Syrie. Seule exception, l'ambassadeur US, David Hale, qui continue d'effectuer des visites protocolaires auprès responsables libanais.

- Le navire amiral de la Flotte russe de la mer Noire, le croiseur lance-missiles Moskva, a pris le commandement de l'escadre russe déployée en Méditerranée, a annoncé vendredi aux journalistes le porte-parole de la Flotte de la mer Noire, le capitaine de vaisseau Viatcheslav Troukhatchev. « *Après avoir achevé sa mission en Atlantique le croiseur Moskva est arrivé au point où il devait rencontrer les bâtiments de l'escadre russe déployée dans l'est de la Méditerranée. À l'heure actuelle, le croiseur abrite l'état-major du commandement opérationnel de l'escadre qui regroupe des navires relevant des flottes de la mer Noire, de la Baltique et du Pacifique* », a déclaré le porte-parole.

- Le quotidien *An-Nahar* rapporte que le directeur général par

intérim des Forces de sécurité intérieure, le général Ibrahim Basbous, a reçu jeudi 19 septembre, le directeur de la DGSE, François Sénémaud, dans le cadre d'une visite de coopération et de coordination. Il y a été notamment question de la situation sécuritaire dans le pays d'une manière générale.

## Revue de presse

### **As-Safir** (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Imad Marmal (20 septembre 2013)

Les divergences se creusent de jour en jour entre les Kataëb et leurs alliés, la dernière en date étant celle qui les a opposés au sujet de l'attaque par des islamistes de la localité de Maaloula, en Syrie. Les Kataëb se sont vivement indignées de la réaction du Courant du futur et des Forces libanaises et sont surpris de voir leurs alliés prendre à la légère ce qui s'est passé à Maaloula. Ces alliés ont en effet tenté d'occulter les faits et de déformer la réalité, alors que pour les Kataëb, il fallait à tout prix condamner sans détour les groupes armés qui ont mené l'attaque. D'autres dossiers viennent allonger la liste des divergences entre les Kataëb et leurs alliés : le dialogue national : les Kataëb sont favorables à sa reprise sans conditions préalables, contrairement aux Forces Libanaises, qui s'y opposent, et au Courant du Futur, qui exige la formation, d'abord, d'un nouveau gouvernement ; le gouvernement : les Kataëb prônent un cabinet d'union nationale ou un gouvernement restreint formé des pôles politiques. En revanche, le CDF et les FL rejettent l'une et l'autre de ces deux propositions et accordent la priorité à un gouvernement neutre de technocrates ; l'initiative Nabih Berry : le président Amine Gemayel y a réagi positivement tandis que les FL l'ont rejetée et le CDF a protesté contre une bonne partie de ses dispositions ; la crise syrienne, enfin : les Kataëb s'opposent à l'intervention de certains de leurs alliés dans cette crise et leur reprochent leur passivité vis-à-vis des défis auxquels sont confrontés les chrétiens de Syrie en raison du comportement de certains groupes de l'opposition.

**As-Safir** (19 septembre 2013)

Imad Marmal

Parallèlement à la torpeur libanaise dans la gestion du dossier du pétrole, Israël travaillait d'arrache-pied, s'appliquant à accomplir les mesures opérationnelles nécessaires pour entamer le processus de forage pétrolier dans les eaux palestiniennes occupées. Dans le même temps, Israël tente de grignoter des espaces de la Zone d'exclusivité économique du Liban, ce qui n'a pas donné lieu à une prise de conscience parmi la classe politique libanaise. Selon des informations, certaines compagnies internationales auraient commencé à envoyer des signes de consternation vis-à-vis de la conduite de l'État libanais. Certes, comme il est le cas dans toutes les questions faisant l'objet de contentieux, le dossier pétrolier donne à son tour à plusieurs interprétations et versions. Les uns imputent la responsabilité de la situation actuelle à Najib Mikati, qui a fait voler en éclats le gouvernement afin de fuir ses engagements et d'escamoter les échéances pétrolières. Pour les tenants de cette version, le différend portant sur le dossier pétrolier est motivé par des considérations politiques et non pas techniques. Ceux-là disent également qu'il s'agit d'une décision provenant de l'extérieur visant à empêcher le Courant patriotique libre (CPL) de réaliser un exploit ou de participer dans l'élaboration des options pétrolières stratégiques. Le Premier ministre sortant attribue, quant à lui, le retard dans la prise de mesures relatives au dossier pétrolier à ses partenaires au sein du gouvernement d'expédition des affaires courantes. Certaines forces du 8-Mars, qui se démarquent du CPL, ne manquent pas d'exprimer à leur tour leur mécontentement de la manière dont le ministère de l'Énergie gère le dossier pétrolier.

**An-Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Rosanna Bou Mounsef (19 septembre 2013)

Les changements iraniens qui se traduisent par des petits pas vers une plus grande ouverture sur l'Occident et sur d'autres pays au monde toucheront-ils le Hezbollah au Liban ? Et comment ?

Les félicitations présentées par le président iranien Hassan Rohani aux juifs à l'occasion de la pâque ont suscité un grand intérêt. De même que les informations dévoilées par le président Barack Obama sur un échange de lettre avec le chef de l'État iranien en

plein débat sur d'éventuelles frappes américaines contre la Syrie (...) Le contact entre Obama et Rohani est important en soit.

Le président iranien est arrivé au pouvoir en brandissant une diplomatie différente que celle de son prédécesseur dans le but de sauver la mauvaise situation économique et accomplir des choses utiles pour l'Iran dans ce domaine. Mais il n'est pas question que l'Iran abandonne le Hezbollah, qui reste au cœur de sa stratégie régionale, d'Irak au Liban en passant par la Syrie. Après 2006, les développements sont plus liés à l'Iran qu'à la Syrie et cette influence a augmenté depuis l'implication du Hezbollah dans la guerre syrienne.

Cependant, les pressions et les campagnes auxquelles le Hezbollah est confronté de la part des États-Unis, des pays européens —avec l'inscription de son aile militaire sur la liste terroristes— et des États du Golfe, qui s'appêtent à prendre des sanctions contre le parti, sont en contradiction avec la bienveillance exprimée à l'égard du président Rohani.

Il est peu probable que Téhéran fasse preuve de la moindre flexibilité au niveau des cartes qu'elle possède actuellement sans contrepartie. Mais il n'est pas improbable qu'elle intègre le Hezbollah aux tractations avec l'Occident à ce stade.

**Al-Akhbar** (Quotidien libanais proche de la Résistance)

Firas el-Choufi (20 septembre 2013)

Le situation au Liban est désormais en corrélation avec les développements de la crise syrienne, aux niveaux gouvernemental, parlementaire, sécuritaire et de la stabilité.

Selon plusieurs sources proches du Hezbollah, le 14-Mars n'est pas en mesure de prendre l'initiative de s'affranchir des engagements externes qui régissent son action. Ce camp, selon ces sources, ne pourra pas s'engager dans des compromis ou des ententes internes, indépendamment de la décision de l'Arabie saoudite, laquelle voue une hostilité au Hezbollah et entrave la mise sur pied d'un gouvernement au sein duquel le parti et ses alliés pourront se tailler une place de poids. « *Les forces du 14-Mars appliquent, dans le grand jeu, les ordres du Prince Bandar Bin Sultan* », ajoutent les sources, qui considèrent que ce camp aurait eu recours à une action militaire, s'il n'était pas incapable de créer un équilibre avec

le 8-Mars.

En contrepartie, le 8-Mars dispose d'une plus grande marge de manœuvre interne, et ce pour plusieurs raisons, dont l'intérêt de l'axe de la Résistance à maintenir le calme sur l'échiquier libanais.

Les sources proches du président du Parlement, Nabih Berry, affirment de leur côté qu'il est conscient de la sensibilité de la situation libanaise ainsi que des répercussions, dans les moindres détails, du conflit syrien sur le pays. Ayant constaté que les protagonistes, plus précisément le 14-Mars, ne souhaitent pas trouver de solution et préfèrent temporiser, il a coupé le moteur. Ce camp n'ayant obtenu aucun résultat, Nabih Berry a décidé de relancer son initiative, considérant que, depuis les attentats qui ont secoué la banlieue sud et Tripoli, les formations libanaises semblent convaincues que la sortie de crise passe inéluctablement par le retour au dialogue.

Les mêmes sources font savoir que la tournée de la délégation dépêchée par Berry auprès des responsables politiques en vue d'exposer son initiative était une excellente chose. Sa proposition a été approuvée par le 8-Mars sans aucune condition. Le Futur a, de son côté, accepté le principe du dialogue, tout en exprimant des objections relatives à son ordre du jour et qui se présentent comme suit : La discussion sur les armes du Hezbollah et le retrait de ses combattants de Syrie ; la « *confiscation* », selon les termes du Futur, des prérogatives de la présidence de la République et de la présidence du Conseil des ministres. Seul Samir Geagea aurait rejeté l'idée de l'initiative en bloc.

Par ailleurs, les mêmes sources s'étonnent de l'insistance par les forces du 14-Mars sur la *Déclaration de Baabda*, car la politique de distanciation est dépassée à cause de l'implication des protagonistes dans la crise syrienne. Les sources estiment en outre que le président Sleiman, avant de réclamer le désarmement de la Résistance et des factions palestiniennes en dehors des camps de réfugiés, devrait évoquer lors de sa visite à New York, dans le cadre de la réunion du groupe international de soutien du Liban, la question de la mise en œuvre de la *résolution 1701*, mentionnant le retrait israélien des hameaux de Chebaa. Il pourra ainsi faire en sorte que l'aide qui sera apportée au Liban ne soit pas limitée au dossier des réfugiés syriens.

Nabih Berry ne se berce pas d'illusions, soulignent ces sources. Il prend en compte que son initiative pourrait déboucher sur les meilleurs comme sur les pires résultats. Le meilleur étant la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, alors que le pire reviendrait à faire asseoir les politiques face à face autour de la table de dialogue, sans parvenir à des résultats tangibles, dans l'objectif de désamorcer la tension en attendant un compromis régional et international.

**Al-Akhbar** (19 septembre 2013)

Nasser Charara

Deux réunions ont eu lieu dernièrement : celle des ambassadeurs arabes autour du patriarche maronite Béchara Raï à Dimane le 27 août dernier, et celle des ambassadeurs des cinq membres permanents du Conseil de sécurité autour du président de la République Michel Sleiman à Beiteddine, le 3 septembre pour préparer la réunion d'appui au Liban qui devrait se tenir le 25 à New York.

Le patriarcat maronite a convoqué cette réunion pour tenter d'obtenir des garanties arabes à la présence chrétienne en Orient, une présence prise pour cible par les mouvements takfiristes financés et cautionnés par certains pays arabes. Quant à la réunion de Beitedddine, elle visait à assurer un soutien international au Liban dans le dossier des réfugiés syriens, toujours plus nombreux, sur le sol libanais.

L'Arabie saoudite s'est opposée à la réunion autour du prélat maronite pour deux raisons : 1-Riyad ne partage pas la thèse du Vatican selon laquelle le fondamentalisme islamiste à l'œuvre dans plusieurs pays arabes, spécifiquement en Syrie, à la faveur du printemps arabe, menace la présence chrétienne en Orient ; 2-L'Arabie saoudite rechigne à assister à une réunion à laquelle participe également un représentant de l'État syrien, le patriarche ayant convié l'ambassadeur de Syrie Ali Abdel Karim Ali.

Des sources qui suivent de près la situation sur la scène chrétienne soulignent la divergence de plus en plus prononcée entre le Vatican et Paris s'agissant du regard porté sur l'incidence du printemps arabe, notamment en Syrie, sur les chrétiens d'Orient. Cette divergence risque de peser sur les relations interchrétiennes au

Liban. Paris tente de faire de la réunion de New York, le 25 septembre, un tremplin pour renforcer son rôle au pays du cèdre. En revanche, le Vatican émet des doutes quant aux intentions de la politique française dans l'ensemble de la région, du fait que cette politique ne prévoit pas la protection des chrétiens d'Orient contre les groupes takfiristes qui agissent sous le couvert du printemps arabe. Le chef de l'Église grecque-orthodoxe au Mexique, en Amérique latine et au Venezuela, le métropolite Antonios Chedraoui, avait exprimé ce constat dans son message aux chrétiens de par le monde : il a en effet évoqué la proposition faite en 1973 au président Sleiman Frangié par l'ancien Secrétaire d'État américain Henry Kissinger, consistant à pousser les chrétiens du Liban à l'exode. Le prélat a rapporté que la même proposition a été faite par l'ancien président français Nicolas Sarkozy au patriarche Raï. Le fait est que l'actuel président François Hollande n'a donné aucun indice démentant un engagement de sa part en faveur de la position de son prédécesseur.

La réunion des ambassadeurs arabes à Dimane a été marquée par une atmosphère complètement différente de celle qui a prévalu à Beiteddine. L'ambassadeur d'Arabie saoudite, Ali Awad Assiri, l'a boycottée, l'ambassadeur de France Patrice Paoli y a porté un regard désapprobateur, et naturellement, l'ambassadeur des États-Unis ne l'a pas vue d'un bon œil. Ils lui reprochaient en effet la participation de l'ambassadeur Ali Abdel Karim Ali. En outre, alors que la réunion de Beiteddine semblait l'occasion d'un étalage de forces politique de la part de l'ambassadeur Paoli et du néocolonialisme contre la Syrie, celle de Dimane a été marquée par l'intervention de l'ambassadeur de Syrie. Ce dernier a en effet interrogé ses homologues des monarchies du Golfe sur les raisons de leur soutien aux takfiristes armés. Elle fut également marquée par le discours du patriarche Raï, qui a exhorté les ambassadeurs présents à conclure une « *charte arabe* », destinée à jeter les bases d'une coopération entre pays arabes afin d'endiguer l'exportation de takfiristes en Syrie puis au Liban étant donné qu'ils menacent la présence chrétienne en Orient.

Lors de la réunion à Beiteddine, l'ambassadeur Paoli s'est comporté comme s'il était l'hôte plutôt que l'un des invités. Il est arrivé avec un retard de plus d'une demi-heure, ce qui constitue une grave

entorse au protocole qui aurait voulu que soit respecté un rendez-vous donné par le président de la République. En dépit des plaintes exprimées par certaines des personnalités présentes, qui ont réclamé que la réunion commence en son absence, les organisateurs de cette réunion ont décidé de l'attendre... La réunion s'est tenue alors que foisonnaient les interrogations cherchant à savoir si des frappes américaines contre la Syrie auront lieu ou non. D'ailleurs, les échanges bilatéraux ont porté sur les pronostics à cet égard. L'ambassadeur de Chine a fait savoir à ses interlocuteurs que ces frappes avaient 50 % de chances de se produire. Une analyse partagée par l'ambassadeur de Russie. L'ambassadeur des États-Unis David Hale s'est fait représenter par le chargé d'affaires de l'ambassade à Beyrouth, qui a bien mesuré ses mots pour livrer ses pronostics en la matière, et semblait plus modeste que l'ambassadeur Paoli lorsqu'il a été question de faire l'étalage de muscles de son pays. Dès son arrivée, ce dernier a en effet lancé tout de go aux personnalités présentes : « *La frappe aura inévitablement lieu. Les jours d'Assad sont comptés* ». L'intervention de Paoli a par ailleurs multiplié les promesses au sujet de l'appui qui sera accordé au Liban par la réunion du 25 septembre pour l'aider à circonscrire la crise due aux réfugiés syriens sur son sol. Il a indiqué qu'une prise de décision concernant cette aide sera possible lors de la réunion de New York dans la mesure où les organismes donateurs y seront présents. Mais le tout reste de joindre l'acte à la parole, d'autant plus que les promesses faites au Liban lors de la conférence du Koweït sont restées en bonne partie lettre morte. D'une manière générale, du point de vue de certains participants à la réunion de Beiteddine, la crédibilité des promesses de Paoli au Liban au sujet des déplacés syriens semblait moins sérieuse que celle de ses allusions laissant entendre qu'il était le parrain de la réunion de Beiteddine, et que les décisions officielles libanaises vis-à-vis de la crise syrienne et de ses retombées sur le Liban était d'inspiration purement française.

**Al-Akhbar** (18 septembre 2013)

Hiyam Kosseify

La poursuite des négociations sur le dossier chimique soulève des interrogations quant à la position du Liban dans le compromis

relatif à la Syrie, au vu des craintes grandissantes et des mises en gardes occidentales contre d'éventuelles tentatives de faire usage de la scène libanaise pour faire passer des messages explosifs. Téhéran a réussi à éloigner de lui-même et du Hezbollah le spectre des éventuelles frappes militaires. Ceci dit, ces deux parties ne connaîtront pas de répit au Liban et dans la région, au vu du mécontentement de certains régimes arabes au sujet du compromis russo-américain. L'acteur régional sunnite absent du compromis pourra-t-il fermer les yeux sur les répercussions négatives que ce deal pourrait avoir sur l'opposition syrienne et sur son impact positif sur le Hezbollah et l'Iran ? Sur le plan libanais, la tribune signée par l'ancien Premier ministre Saad Hariri illustre les craintes et les appréhensions ressenties par une partie des Libanais, voire par une communauté, vis-à-vis de ce qui s'est passé. Cette tribune pourrait être la clé pavant la voie au retour —avec un brin de réalisme— à des solutions libanaises permettant de tenir le Liban à l'écart du conflit syrien, tout comme elle pourrait être un indicateur laissant entrevoir l'ambiance qui règne dans certains pays arabes, qui ont affiché une position ferme vis-à-vis du deal conclu au détriment de l'opposition syrienne. Voilà le secret de la concomitance des mesures que les pays du Golfe envisagent de prendre contre les partisans du Hezbollah et le compromis russo-américain et voilà ce qui pourrait expliquer les craintes quant à l'entrée en scène de parties extrémistes, dont l'objectif serait de provoquer une conflagration au Liban.

#### **Al-Joumhouria** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Des sources du ministère russe des Affaires étrangères ont fait état d'information recoupées avec divers services de renseignement affirmant que le Front al-Nosra s'est procuré du gaz sarin auprès de pays régionaux et arabes. Ces services ont par ailleurs observé l'infiltration au Liban, ces deux dernières semaines, d'un grand nombre d'éléments d'Al-Qaïda de nationalités arabes et étrangères, à travers des passages illégaux entre les deux pays. Ces mêmes sources n'ont pas exclu que des cellules d'Al-Qaïda étendent la confrontation au Liban, qui vit les répliques de la crise syrienne dans toutes ses dimensions. Les sources ont mis en garde contre la poursuite de ce phénomène, qui menace le Liban.

Les mêmes milieux ont d'autre part indiqué que les experts russes sont arrivés à la conclusion que le gaz sarin utilisé dans la ghouta de Damas n'est pas de fabrication russe ou soviétique, ce qui montre que les inspecteurs de l'Onu doivent retourner à Khan al-Assal, près d'Alep, où Damas assure que des armes chimiques ont été utilisés par les rebelles.

La Russie maintiendra les mêmes positions à l'égard des Occidentaux et continuera à plaider pour une solution pacifique, rejetant toute intervention extérieure, ajoutent les sources du ministère des Affaires étrangères, qui affirment que Moscou refusera toute résolution sous le Chapitre VII au Conseil de sécurité des Nations unies.

**Al-Hayat** (Quotidien à capitaux saoudiens, 18 septembre 2013)

Randa Takieddine, Paris

Les craintes de voir les négociations entre le secrétaire d'État américain, John Kerry, et son homologue russe, Sergueï Lavrov, s'entendre sur une décision de sauver le régime sont légitimes au vu de la position faible et confuse de Barack Obama. Le président américain a contacté son allié français François Hollande, avec qui il s'est entendu pour mener une frappe militaire contre la Syrie, avant de se rétracter le lendemain de sa décision en sollicitant l'aval du Congrès. L'hésitation de Barack Obama et son recul ont mis dans l'embarras le président français, qui a n'a pas dévié de sa position ferme appelant à punir Assad pour son usage d'armes chimiques. Des informations indiquent que l'administration américaine ne fera pas de compromis en faveur du maintien de Bachar al-Assad au pouvoir. Il existe un lien entre les réticences d'Obama et l'intérêt qu'il accorde au dialogue avec l'Iran en vue du règlement de son dossier nucléaire, sans devoir recourir à une frappe militaire israélo-américaine, Les jours à venir permettront de savoir si la position américaine revient à une reculade face à la position russe ou si un projet de résolution prévoyant le recours au Chapitre VII sera adopté au sein du Conseil de sécurité.

**Ria Novosti** (Agence de presse russe, 18 septembre 2013)

L'opposition syrienne aurait pu utiliser des éléments de munitions soviétiques pour organiser l'attaque chimique du 21 août près de Damas afin de lancer l'enquête sur une fausse piste, estime le

directeur du Centre d'analyse du commerce mondial d'armes, Igor Korotchenko.

Lundi 16 septembre, les enquêteurs des Nations unies ont dévoilé leur rapport concernant les cas d'emploi d'armes chimiques en Syrie. Selon le document présenté à l'Onu, le moteur d'un missile utilisé dans l'une de ces attaques portait des inscriptions en cyrillique (alphabet russe). « *Si l'on se base sur la version selon laquelle cette provocation a été planifiée pour justifier une éventuelle frappe américaine sur la Syrie, l'utilisation de munitions de fabrication soviétique ou russe fait le jeu de l'Occident. L'objectif est évident : désorienter l'enquête en accusant les forces gouvernementales d'avoir utilisé des armes chimiques et lier la Russie à cette attaque* », a indiqué M. Korotchenko dans une interview à RIA Novosti.

Selon l'expert, les armes fabriquées en Union soviétique sont extrêmement répandues dans le monde entier, et « *il est difficile* » de dire aujourd'hui à qui et quand ont été livrées de telles munitions, et qui les a chargées de substances toxiques.

**L'Orient-Le Jour** (Quotidien francophone libanais proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (20 septembre 2013)

Jusqu'à la fin du mois, et même peut-être au-delà, le Liban officiel et politique semble être entré dans une période de quasi-somnolence. En dépit de l'initiative de dialogue lancée par le président de la Chambre Nabih Berry et des explications de cette initiative fournies par la commission parlementaire formée dans ce but, la scène politique traverse une période de semi-coma. Aucun changement dans les positions politiques n'est prévu, ni de la part du 14-Mars ni de la part du 8-Mars, et le Premier ministre désigné Tammam Salam —qui refuse de baisser les bras et de se laisser aller au désespoir— poursuit ses contacts en sachant parfaitement qu'il n'y a aucune percée en perspective.

Selon des sources proches de Aïn el-Tiné, le véritable déclic ne peut se faire qu'à travers le sommet prévu entre le roi Abdallah d'Arabie et le président iranien Hassan Rohani dans le cadre du pèlerinage pour la fête d'al-Adha, vers la mi-octobre. Le nouveau président iranien avait annoncé son intention de se rendre à La

Mecque dans sa première conférence de presse après les résultats de l'élection présidentielle iranienne, et le roi Abdallah s'était empressé de lui adresser une invitation officielle pour visiter la Ville sainte, mais aussi la capitale Riyad. Hier encore, le président iranien a réitéré ses avances en direction du souverain wahhabite, affirmant dans un entretien télévisé que l'Arabie est un pays ami et qu'il aspire à avoir les meilleures relations avec le royaume.

Selon les sources proches de Aïn el-Tiné, cette rencontre entre Abdallah et Rohani et le climat de rapprochement qui l'entoure doivent être suivis attentivement car ils pourraient être déterminants pour le sort du gouvernement au Liban. Un peu comme c'était le cas en 2010 des relations entre l'Arabie et la Syrie, et que Berry se plaisait à appeler « S-S » (Syriens et Saoudiens), désormais, ce sont, selon ses proches, les Iraniens et les Saoudiens qui détiennent les clés du débloqué politique libanais. Selon les sources proches de Berry, la rencontre entre Rohani et Abdallah devrait donc avoir lieu aux alentours de la fête d'al-Adha et elle intervient au moment particulier où le pari de l'émir Bandar ben Sultan, l'homme fort de l'Arabie, sur une chute rapide du président syrien Bachar el-Assad soit par le biais des frappes américaines, soit grâce à une attaque massive et déterminante contre la capitale Damas via la Jordanie et Deraa, a visiblement échoué. Sans aller jusqu'à miser sur le fait qu'après l'échec de ce pari, l'émir Bandar pourrait être dessaisi des dossiers syrien et libanais, les sources proches de Aïn el-Tiné estiment qu'il pourrait y avoir un changement dans l'approche du dossier gouvernemental libanais.

Selon les mêmes sources, la formation d'un nouveau gouvernement bute aujourd'hui sur deux points essentiels : la représentation de chaque camp —le 8-Mars et le CPL veulent une représentation proportionnelle au poids parlementaire, et le 14-Mars ne veut accepter que la formule des « trois 8 »— et la déclaration ministérielle —le 8-Mars souhaitant qu'elle reprenne la fameuse formule « armée-peuple-résistance », et le 14-Mars voulant la remplacer par la *Déclaration de Baabda*—. Ces divergences ne paraissent pas insurmontables, et si l'on y regarde de plus près, il semble incroyable qu'en une période aussi délicate et avec l'afflux de déplacés syriens et les menaces sécuritaires, le pays soit laissé

sans gouvernement pleinement en fonctions pour deux petites phrases et un ou deux portefeuilles.

D'ailleurs, le leader du PSP a proposé, il y a une dizaine de jours, une formule donnant 9 ministres au 8-Mars et alliés, 9 ministres au 14-Mars et 6 ministres aux centristes (le président Sleiman, le Premier ministre et lui-même), et des médiateurs avaient proposé pour la déclaration ministérielle une formule « *combinée* », qui reconnaît le droit à la résistance au Sud-Liban et rejette la participation aux combats en Syrie. Le prochain sommet entre le président Rohani et le roi Abdallah donnerait le signal d'un déblocage interne. Selon les sources de Aïn el-Tiné, le sommet ne se tiendrait pas s'il n'y avait déjà des deux côtés une volonté de trouver un accord minimal ou en tout cas d'améliorer les relations entre les deux pays, dotés d'une grande influence dans la région. Une fois de plus, c'est donc une période d'attente que va traverser le Liban.

**Al Anbaa** (Quotidien koweïtien, 20 septembre 2013)

Des responsables du Hezbollah ont révélé que la machine militaire syrienne, appuyée par des forces spéciales du Hezbollah, ont entamé un repositionnement offensif après avoir pris des positions défensives en prévision d'éventuelles frappes américaines. La première réalisation de ce repositionnement offensif a été l'avancée en direction de la ghouta orientale et la reprise de la localité stratégique de Chebaa. « *La reconquête de cette localité sécurise d'une manière totale la route de l'aéroport international de Damas, qui était la cible quotidienne de tirs de snipers et de roquettes de la part des rebelles qui ont été contraints de se replier* », ajoutent les mêmes sources, qui précisent que le Hezbollah a perdu quatre de ses commandos dans cette bataille, alors que les rebelles ont laissé sur le terrain 43 des leurs.

Et les responsables du Hezbollah de poursuivre : « *Chebaa sert de point de départ vers Ghazlanié pour les forces conjointes de l'armée syrienne et du Hezbollah, afin de séparer le centre du sud de la Syrie, avant de s'élancer vers le nord en direction de Bilamiyé et Nachabié pour arriver à Adra. Ensuite, vers le sud de la capitale, notamment le camp palestinien de Yarmouk et Yalda, afin de renforcer Damas et sa campagne et les mettre à l'abri des obus des*

*rebelles* ».

Les mêmes sources ont indiqué que cette opération a commencé après que les tambours de la guerre américaine se soient tus. « *Il s'agit d'une opération décisive, qui sera suivie par d'autres mesures militaires pour nettoyer Damas et sa campagne, ajoutent les mêmes sources. Dans le même temps, les préparatifs pour la bataille de Kaltamoun et de Zabadani battent leur plein pour réaliser des avancées importantes avant la saison des neiges.* » Ces régions montagneuses, qui se situent à 1000 mètres d'altitude, ressemblent beaucoup aux collines de Jabal el-Rafih et Mlita, où le Hezbollah a acquis une grande expérience face à l'armée israélienne à l'époque de l'occupation israélienne du Liban-Sud, déclarent les sources précitées.

*Pierre Khalaf*

Source  
New Orient News (Liban)

---

Source : « Bachar al-Assad gagne la bataille de la communication », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 24 septembre 2013, [www.voltairenet.org/article180356.html](http://www.voltairenet.org/article180356.html)